



La lettre d'ID

18 mai 2010 : fête du drapeau haïtien

Haïti : quel avenir ?

10 mois après la catastrophe, Port au Prince n'est pas la forêt de grues et de pelleuses qu'on aurait pu espérer. La capitale se caractérise essentiellement par ses tas de gravats, ses camps de fortune et ses embouteillages monstrueux. La reconstruction tarde et l'on ne peut s'en réjouir... Mais peut être que, comme Jimika (cf portrait ci-après) le dit « quand on parle de reconstruction d'Haïti, on devrait parler de construction des zones périphériques. La présence d'infrastructures en dehors de la capitale est la condition de la naissance d'une nouvelle Haïti ». Comme beaucoup d'Haïtiens, il plaide pour un développement plus harmonieux du pays, à l'avenir. « Avenir » : un mot qui garde son sens pour les haïtiens, comme en témoignent les portraits et les entretiens qui suivent. Les haïtiens sont mobilisés, restons le avec eux !



Conçue dans un contexte de post urgence avec notre partenaire haïtien, l'ONG ADEMA, notre intervention en faveur des déplacés du séisme s'est voulu porteuse d'une dynamique sur le long terme. En voici les principaux résultats, et nos priorités... pour l'avenir !

1 L'urgence (janvier-mars 2010) Répondre aux besoins vitaux

Après le séisme, il fallait répondre aux besoins immédiats des 30 000 personnes réfugiées dans le Nord Ouest et éviter que cet afflux de population ne compromette le fragile équilibre alimentaire de cette région. ID et ADEMA, en collaboration avec les mairies, organisent une aide d'urgence :

- ⊕ Soutien financier aux mairies pour rapatrier en bus leurs ressortissants vivant à Port au Prince
- ⊕ Recensement et localisation des rescapés à leur arrivée dans le Nord Ouest
- ⊕ Fournitures de kits médicaux pour 10 000 personnes à l'hôpital
- ⊕ Distribution alimentaire pour 7590 familles
- ⊕ Réalisation d'un diagnostic des troubles psychotraumatiques des déplacés et définition d'un programme de soutien psychologique
- ⊕ Réouverture des écoles dès le 8 février avec une aide à l'accueil des enfants rescapés

2 La transition (avril-sept 2010) Assurer le bien être des rescapés

Nous avons ensuite orienté nos actions pour offrir un cadre de vie aux rescapés : accueil des enfants, emploi et loisirs. ID et ADEMA travaillent avec les acteurs locaux depuis de nombreuses années dans le cadre de projets de développement : mairies, services de l'Etat, écoles, associations, coopératives agricoles.... Nos actions en faveur des personnes déplacées se sont donc très naturellement appuyées sur ces partenariats déjà existants.

L'achat et la distribution de semences ont ainsi été mis en œuvre avec les coopératives agricoles ; les chantiers à haute intensité de main d'œuvre réalisés dans le cadre des plans de développement des communes que nous accompagnons ; la scolarisation gratuite des enfants rescapés s'est faite dans les 87 écoles partenaires du programme d'amélioration de la qualité de l'éducation...

- ⊕ Soutien financier et logistique de la Direction Départementale de l'Éducation pour l'ouverture de classes supplémentaires du secondaire : 30 classes pour 2300 élèves déplacés
- ⊕ Soutien de 87 écoles pour l'accueil gratuit de 3800 élèves déplacés au total
- ⊕ Distribution de semences à 1500 paysans
- ⊕ Activités socio culturelles : 12 manifestations sportives (championnat de basket, diffusion de la coupe du monde...) et culturelles (concerts, théâtre) impliquant fortement les jeunes, formations et ateliers de détente réguliers
- ⊕ Soutien psychologique : 350 entretiens cliniques individuels, groupes de paroles, sensibilisation de 316 enseignants et des directeurs au psychotraumatisme, ateliers de médiation thérapeutique (210 participants)
- ⊕ Emploi : les chantiers organisés par les mairies (curage des caniveaux et de 35 captages d'eau, réhabilitations de routes) ont fourni du travail à plusieurs centaines de personnes
- ⊕ Soutien des initiatives économiques : 57 projets d'entreprises, dont 6 bénéficient d'un prêt à taux zéro

suite page 2



Distribution de matériel dans les écoles qui accueillent des enfants déplacés.

3 L'avenir

Assurer l'insertion durable des rescapés dans le Nord Ouest et participer à la sécurisation de la zone.

Selon l'enquête* réalisée auprès de 600 personnes réfugiées à Jean Rabel après le séisme, 76 % des personnes arrivées au mois de janvier vivent toujours dans leur famille d'accueil. 30 % d'entre elles, souvent les plus jeunes (lycéens et étudiants) souhaitent repartir au plus vite ; les autres, plus âgés, voudraient attendre que la reconstruction soit lancée pour retourner sur la capitale, afin de recommencer une activité économique qu'ils ne trouvent pas sur Jean Rabel. En fait, ceux-la resteraient bien à Jean Rabel s'ils avaient du travail : c'est « chez eux » et ils s'y sentent en sécurité. La peur de retourner sur Port au Prince, « ville en danger » est en effet souvent exprimée par les rescapés.

Choisi ou non, le séjour des rescapés dans le Nord Ouest se prolongera sur un à deux ans, voire plus, s'ils parviennent à développer une activité économique. Pour le Nord Ouest, l'insertion durable de ces personnes est un défi, une opportunité de développement à saisir. Avec trois priorités très claires :

- ① **Améliorer l'offre de scolarisation secondaire et la formation professionnelle.**
- ② **Offrir des opportunités d'activité économique**
- ③ **Amoinrir les conséquences d'une future catastrophe : un tremblement de terre dans la région n'est pas à exclure, Saint Louis du Nord étant au confluent entre plusieurs failles. Il convient ici de favoriser toutes les initiatives qui permettront de sauver des vies humaines : renforcement des bâtiments existants, constructions antisismiques, couvertures légères,....**

* enquête réalisée par Fause Monbrun en août 2010



Entretien avec

Mausert François

Directeur de l'ONG haïtienne ADEMA, avec qui nous conduisons le projet d'appui aux personnes déplacées.

Questions/Réponses

► **Que penses-tu de la situation du Nord-Ouest aujourd'hui ?**

Le département du Nord Ouest est une zone qui connaît depuis longtemps des difficultés. L'arrivée des nombreuses familles ayant fui Port-au-Prince n'a fait qu'aggraver la situation. Dans un premier temps les déplacés ont été accueillis par leurs familles mais accueillir parfois 5 ou 6 personnes supplémentaires représente une charge énorme pour des personnes déjà en situation précaire. Beaucoup de gens ont finalement dû regagner Port-au-Prince en laissant leurs enfants sur place, car ils n'avaient nulle part où loger ou bien pour travailler et envoyer de l'argent à la famille.

► **C'est la recherche du travail qui pose le plus de problèmes aux nouveaux arrivants ?**

On ne peut pas dire que l'activité économique dans le Nord Ouest soit très florissante, mais c'est aussi un problème de mentalité. Les gens de Port-au-Prince sont des gens de la ville, le travail rural manque de prestige pour eux. Très souvent, ils ont ouvert des petits commerces mais le peu d'argent qu'ils en retirent ne suffit pas pour une famille entière. La recherche d'un travail n'est pas la seule raison. Le Nord Ouest manque d'écoles, il y a très peu d'établissements secondaires et ils sont de moindre qualité par rapport à ceux de la capitale. Il n'y a aucune université, les étudiants n'ont d'autres choix que d'aller à Port-au-Prince. Tout est concentré, même l'administration, à Port-au-Prince.

► **Que faudrait-il faire pour améliorer cette situation ?**

Au niveau économique, je pense qu'il faut encourager l'entrepreneuriat, notamment dans les filières agricoles. L'appui du programme mangues existe déjà, je pense qu'il faut continuer dans cette voie. La production du manioc

doit être soutenue : avec un appui à la transformation et à la vente également. Souvent les paysans ne travaillent qu'une partie de leurs terres, car ils n'ont pas d'argent pour payer de l'aide pour labourer. Du coup, ils ont une activité de subsistance qui ne permet pas de développer la production.

Dans le secteur de l'éducation, il faut renforcer le niveau fondamental et implanter un enseignement secondaire. Il faut aussi créer des écoles professionnelles qui formeraient par exemple à la mécanique, à l'électricité, à l'informatique... Dans un marché du travail saturé, ce type d'activités professionnelles permet de travailler n'importe où.

La situation ne peut s'améliorer que si on décentralise les services. La priorité dans le Nord Ouest, c'est de créer des routes. Il n'y a que 30 km entre Jean Rabel et Bombardopolis, pourtant il faut deux heures pour faire le trajet... La construction de routes aurait des conséquences dans tous les secteurs. Le système de santé par exemple ! Les hôpitaux les plus proches sont à Port-de-Paix ou à Gonaïves; De Bombardopolis, c'est 4 heures de trajet sur une route très difficile... on ne peut pas appeler ça une route d'ailleurs, il n'y a pas de route ! Le bas Nord Ouest a besoin d'un Hôpital qui pourrait se trouver à Mare Rouge, la zone centrale.

► **Comment réagissent les habitants du Nord Ouest face à cette situation ?**

Les Haïtiens sont des gens courageux, ils acceptent. Ils n'ont pas le choix, ils vivent au jour le jour.

Danses traditionnelles pour la fête du drapeau.



PORTRAIT

Jimika Laurent



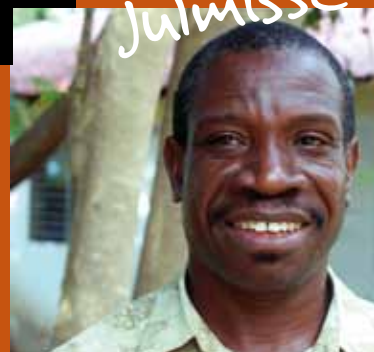
Jimika Laurent, originaire du Cap Haïtien, vivait à Port-au-Prince depuis qu'il s'y était rendu pour ses études de psychologie. Il partageait son temps entre l'université et ses activités dans le théâtre et la poésie. Il a initié des ateliers d'écritures itinérants à travers le pays. Après le séisme, Jimika a voulu mettre ses connaissances au service de ceux qui en avaient besoin. L'offre d'Adema qui recherchait un psychosocial lui a donné le moyen de répondre à son ambition. Depuis lors, Jimika vit à Jean Rabel et travaille sur la médiation culturelle auprès des jeunes. Il est resté très actif dans le secteur culturel : chaque week-end, il apprend le théâtre aux enfants avec l'association Makaya. Il anime également des ateliers de réflexion artistique avec les troupes locales de théâtre. Pour lui, vivre à Jean Rabel signifie s'impliquer dans le développement du pays en commençant par le développement des communes.



Jefferson Olibrice

Jefferson Olibrice vivait à Port au Prince depuis l'âge de 3 ans. Il a rejoint Jean Rabel avec sa famille, après la destruction de leur maison en janvier. Etudiant en Philo (Terminale), il est également leader du groupe de rap Last Born. Interrogé sur sa vie à Jean Rabel, Jefferson avoue que l'absence d'école professionnelle et d'espace d'échange lui pose un réel problème. Il a donc décidé de réunir les rappers de Jean Rabel au sein d'un collectif, le « Rassemblement des Artistes Patriotes »

composé de 26 membres dont 6 filles. Le « RAP » est très actif, il se réunit une fois par semaine dans une salle qu'Adema/ID mettent à leur disposition. En dehors de l'aspect musical, ces jeunes s'investissent dans le développement de leur communauté et se sont ainsi mobilisés pour nettoyer certaines zones de la ville à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement. Ils préparent actuellement un concours de rap pour célébrer l'anniversaire de la mort de Master J, rappeur américain, véritable symbole en Haïti.



Wilner Julmisse

Wilner Julmisse est lauréat d'une bourse « Défi Jeunes entrepreneur ». Lorsqu'il a pris connaissance du concours, il a tout de suite réuni une équipe d'amis pour étudier les besoins et demandes de la ville. C'est ainsi qu'ils ont abouti au projet de la création d'une usine de production de pâtés (friands, très prisés en Haïti). Ce produit bon marché est très présent dans la capitale, mais il reste quasiment absent sur le marché du Nord Ouest. Leur objectif final est d'offrir à l'ensemble de la commune 3 variétés de pâtés. Néanmoins, conscients des réalités du commerce, Wilner a établi une stratégie par étapes : dans un premier temps, l'entreprise produira une seule variété et se limitera au bourg de Jean Rabel. Wilner a également profité de cette opportunité pour inciter les fabricants de farine locale à produire en plus grande quantité et devenir ainsi compétitifs sur le marché.



Association de jeunes :

A leur arrivée en province, de nombreux déplacés ont voulu rester actifs et utiles dans le développement de leur pays. Les jeunes de l'association ASBJ se sont ainsi chargés de l'installation des panneaux de signalisation des rues de Jean Rabel ; l'association MOJDANO a proposé une formation de 3 jours aux diverses associations de Jean Rabel (environ 100 personnes par jour) sur la gestion du foyer (gestion de l'énergie et des ressources résultant de l'arrivée des personnes déplacées) et sur la santé reproductive et l'éducation sexuelle.



Formation professionnelle :

Des formations sur l'analyse des pratiques professionnelles ont été organisées par ID et ADEMA afin d'aider 183 enseignants et directeurs à développer des pédagogies différenciées, devenues primordiales au vu de la situation : doublement rapide des effectifs des classes, élèves traumatisés et différences de niveau accentuées par la diversité de provenance des élèves déplacés.



Questions/Réponses

Pour scolariser 700 enfants déplacés, de nouvelles classes ont été ouvertes dans les écoles de la commune de Saint Louis du Nord. Ainsi la Petite Académie Clotilde, école d'état gratuite, a mis ses locaux à disposition après la fin habituelle des cours. Ces classes supplémentaires sont gérées par un inspecteur du BDS (bureau de district scolaire) et un coordinateur bénévole, Similien Tanisse.

► **Similien, comment êtes-vous devenu le coordinateur des nouvelles classes de l'Académie ?**

Je travaille depuis 6 ans au Collège Bon Berger en tant que surveillant. J'ai répondu présent à la sollicitation du BDS car je ressentais le besoin de me rendre utile face à cette catastrophe : je ne pouvais envisager de refuser de soutenir ces jeunes venant d'arriver. J'ai moi-même été bénéficiaire de l'école d'Etat lors de mon secondaire et à l'université ensuite, il m'a donc semblé normal de participer.

► **Combien d'enfants et de professeurs sont concernés ?**

Les nouvelles classes de l'après-midi ont enregistré 430 inscriptions lors de leur ouverture, dont 154 enfants de la zone, sans moyen financier, qui ont pu profiter de cette ouverture de classes gratuites pour suivre une scolarité. Les 27 professeurs sont tous indemnisés par ID.

► **Comment avez-vous géré l'accueil des déplacés ?**

En plus de l'inspecteur du BDS, Alexis Dieusel, une secrétaire et un gardien supplémentaires ont été recrutés. J'avais déjà l'habitude de travailler avec des jeunes dans le cadre de formations, j'ai donc pris le temps d'instaurer un dialogue afin de créer une ambiance de confiance. J'ai pu ainsi identifier les jeunes traumatisés et les diriger vers les psychologues d'ID qui se déplacent régulièrement pour assurer le suivi. Ce soutien était vraiment essentiel pour eux ; pour les autres, j'essaye d'être présent le plus possible. Le climat de confiance entre tous, élèves, professeurs et administration nous permet d'avancer sur des bases solides.

► **Des jeunes sont repartis à Port-au-Prince, d'autres sont restés. Qu'en est-il ?**

En effet, une fois le choc passé, un certain nombre d'étudiants ont regagné la capitale. La province a tendance à être dépréciée, beaucoup de jeunes pensent qu'être dans la capitale augmente leurs chances pour l'avenir. Aujourd'hui encore, les papiers d'identité ne peuvent être délivrés qu'à Port-au-Prince et les activités culturelles et sportives y sont plus nombreuses. Cependant, certains d'entre eux sont revenus à St Louis du Nord en constatant les conditions de vie à Port au Prince. Dans l'ensemble, nous constatons une réelle volonté des déplacés pour rester dans le Nord-Ouest, c'est pourquoi nous aimerions leur donner cette possibilité.



Une institutrice :

« Les élèves viennent presque en haillons et ils ne mangent pas chez eux. Avant le 12 janvier j'achetais un sachet de pain pour le souper de mes enfants mais depuis janvier quand j'en achète un devant l'école je suis obligée d'en prendre un autre en chemin parce que je le donne aux élèves. Ils me disent qu'ils ont faim et cela se voit »

Un paysan :

« J'ai mon fils qui est encore sous les décombres. J'ai 64 ans et je dois m'occuper de ses enfants qui sont avec moi. J'ai un jardin de bananes, avec mon âge, je ne peux pas le cultiver sans aide »

Un rescapé :

« Port au Prince est en danger, jamais je n'y retournerai et puis je ne mange plus de viande, j'ai vu trop de mauvaises choses avant de venir ici. J'ai peur de tout là bas, de l'eau, des maisons, de tout »

Propos recueillis par Fause Monbrun



Le drame du 12 janvier a suscité un élan de solidarité très fort, qui nous permet aujourd'hui de rendre compte de l'ensemble de ces actions. Il nous est impossible de citer ici l'ensemble des initiatives généreuses des uns et des autres : diffusion de notre appel à votre réseau personnel, organisation de manifestations de soutien (concerts, ventes....) nous vous remercions pour votre confiance. Nous souhaitons en particulier remercier les communautés Emmaüs de Poitiers et Strasbourg, le GREF, la MJC de Lussac les Château, la paroisse de Nuits St Georges, l'association Paserelle Enfants d'Ethiopie, les communes d'Aiffres, Biard, Buxerolles, Chasseneuil du Poitou, Deville lès Rouen, Gençay, La Tour du Parc, Montamisé, Poitiers, Peyrins, Préaux, Saint Benoit, Smarves, Treffieux ainsi que nos partenaires financiers :

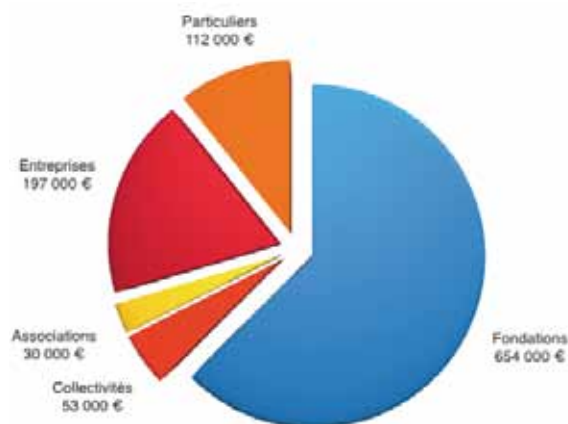


NB : la Fondation de France a réalisé un petit film de quelques minutes sur l'action d'ID et d'ADEMA, lors de sa mission d'évaluation. Pour le visionner :

<http://www.fondationdefrance.org/Media/Videos/01-haiti/Initiative-Developpement>.



Des activités récréatives et artistiques (danse, théâtre...) ont été organisées pendant l'été pour 600 enfants et jeunes de St Louis du Nord; elles ont permis de tisser des liens très forts entre les participants déplacés et autochtones. Une représentation finale a eu lieu sur la place centrale de Saint Louis du Nord, le Samedi 18 Septembre 2010 : une véritable réussite, tant pour les enfants, qui ont joué devant un public enthousiaste, que pour la commune. En effet, 450 personnes ont assisté aux 2h30 de spectacle : une première !



Initiative Développement

Association de Solidarité Internationale
29 rue Ladmiraault - 86000 Poitiers - France
Tel : (00 33) (0)15 49 60 89 66
www.id-ong.org - Courriel : id@id-ong.org